

Fr. DAERDEN,  
Vice-President en Minister van Begroting,  
Ambtenarenzaken, Gelijke kansen en belast met het toezicht op WBE

B. LINARD,  
Vice-Présidente en Minister van Kind,  
Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten

V. GLATIGNY,  
Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie,  
Universitaire ziekenhuizen, Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuizen, Jeugd, Sport en Promotie van Brussel

C. DESIR,  
Minister van Onderwijs

—  
Nota

(1) *Zitting 2019-2020*  
Stukken van het Parlement. – Ontwerp van decreet, nr. 55-1. – Commissieverslag, nr. 55-2. – Tekst aangenomen tijdens de plenaire zitting, nr. 55-3.  
Integraal verslag. – Bespreking en aanneming. – Vergadering van 27 april 2020.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2020/30907]

27 AVRIL 2020. — Décret contenant le règlement définitif du budget de la Communauté française pour l'année budgétaire 2006 (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

PREMIÈRE PARTIE. — SERVICES D'ADMINISTRATION  
GÉNÉRALE DU MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE  
ANNÉE BUDGÉTAIRE 2006

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Engagements effectués en exécution du budget

§ 1<sup>er</sup>. Fixation des crédits dissociés d'engagement

**Article 1<sup>er</sup>.** Les crédits d'engagement alloués par décrets budgétaires pour l'année budgétaire 2006, s'élèvent à 44.259.000 euros (annexe tableau 2.2.1 colonne 2)

§ 2 Fixation des engagements à charge des crédits dissociés

**Art. 2.** Les engagements de dépenses imputés à charge de ces crédits s'élèvent à 37.359.950,99 euros (annexe tableau 2.2.1 colonne 5).

**Art. 3.** Les crédits d'engagement disponibles à la fin de l'année budgétaire s'élèvent à 6.699.049,01 euros (annexe tableau 2.2.1 colonne 7). Conformément aux dispositions des articles 34 et 35 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, ce montant est annulé. (annexe tableau 2.2.1 colonne 9).

§ 3. Fixation des fonds budgétaires (crédits variables) d'engagement

**Art. 4.** Les crédits variables d'engagement affectés pour les engagements de l'année budgétaire 2006 s'élèvent à 129.942.942,70 euros (annexe tableau 2.2.4 engagements colonne 3).

Le solde de départ au 1<sup>er</sup> janvier 2006, augmenté des réductions de visas sur années antérieures étant de - 50.540.418,58 euros (annexe tableau 2.2.4 engagements colonne 2), le disponible en engagements à charge des crédits variables s'élève pour l'année 2006 à 79.402.524,12 euros (annexe tableau 2.2.4 engagements colonne 4).

Par dérogation au § 4 de l'article 45 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, les articles 5,15,18, 37,40,42 et 48 du décret du 16 décembre 2005 contenant le budget général des dépenses de la Communauté française de l'année budgétaire 2006 ont autorisé des avances de trésorerie et la situation débitrice de certains crédits variables.

§ 4. Fixation des engagements à charge des fonds budgétaires (crédits variables)

**Art. 5.** Les engagements de dépenses à charge des crédits variables d'engagement de l'année budgétaire 2006 s'élèvent à 122.587.855,21 euros (annexe tableau 2.2.4 engagements colonne 5)

**Art. 6.** Par suite des dispositions contenues dans les articles 4 et 5 ci-dessus, le disponible en engagement – crédits variables s'élève à la fin de l'année budgétaire 2006 à - 43.185.331,09 euros (annexe tableau 2.2.4 engagements colonne 6).

Ce solde sera reporté à l'année budgétaire suivante.

CHAPITRE II. — Recettes et dépenses effectuées en exécution du budget

§ 1<sup>er</sup> Fixation des recettes

**Art. 7.** Les prévisions de recettes en faveur de la Communauté française s'élèvent pour l'année budgétaire 2006 à la somme de 7.258.265.000 euros (annexe tableau 2.2.2 colonne 2)

Ce montant se décompose de la manière suivante :

(en euros)

- recettes fiscales et générales courantes :	7.253.472.000
- recettes fiscales et générales en capital :	4.793.000

**Art. 8.** Les recettes budgétaires de l'année 2006 s'élèvent à 7.267.013.491,53 euros (annexe tableau 2.2.2 colonne 4).  
Ce montant se décompose de la manière suivante : (en euros)

- recettes fiscales et générales courantes :	7.266.869.032,18
- recettes fiscales et générales en capital :	144.459,35

**Art. 9.** Les droits constatés à recouvrer à la clôture de l'année budgétaire s'élèvent à 0 euros (annexe tableau 2.2.2 colonne 5)

Ce montant se décompose de la manière suivante

a. droits annulés ou portés en surséance indéfinie (annexe tableau 2.2.2 colonne 6) (en euros)

- recettes fiscales et générales courantes :	
- recettes fiscales et générales en capital :	

b. droits reportés à l'année budgétaire 2007 (annexe tableau 2.2.2 colonne 7)

- recettes fiscales et générales courantes :	
- recettes fiscales et générales en capital :	

#### § 2 Fixation des crédits de dépenses

**Art. 10.** Les décrets budgétaires concernant l'année budgétaire 2006 ont accordé 7.427.998.000 euros pour l'ordonnement des dépenses et les ont répartis de la manière suivante :

(annexe tableau 2.2.3 colonne 2). (en euros)

Crédits d'ordonnement	39.752.000
Crédits non dissociés	7.388.246.000

**Art. 11.** Les autorisations de dépenses résultant de l'article 10 sont augmentées des crédits reportés de l'année budgétaire précédente pour un montant de 637.710.712,72 euros en vertu des articles 34 et 35 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991 se décomposant comme suit (annexe tableau 2.2.4 colonne 3):

Crédits d'ordonnement	
Crédits non dissociés	637.710.712,72

**Art. 12.** - En vertu des articles 10 et 11 qui précèdent, le total des autorisations de dépenses allouées disponibles pour l'année budgétaire 2006 s'élève à 8.065.708.712,72 euros (annexe tableau 2.2.3, colonne 4). Ces autorisations de dépenses se répartissent comme suit : (en euros)

Crédits d'ordonnement	39.752.000
Crédits non dissociés	8.025.956.712,72

#### § 3 Fixation de la situation des dépenses

**Art. 13.** Les dépenses imputées à charge de l'année budgétaire 2006 se montent à 7.263.714.190,55 euros (annexe tableau 2.2.3, colonnes 5,6 et 7), se répartissant entre :

	Prestations d'années antérieures	Prestations d'années courantes	Dépenses totales
Crédits d'ordonnement	244.268,91	31.819.525,54	32.063.794,45
Crédits non dissociés	102.809.033,26	7.128.841.362,14	7.231.650.396,10
total	103.053.302,17	7.160.660.888,38	7.263.714.190,55

**Art. 14.** De ce montant, il a été justifié à la Cour des Comptes un montant de 7.263.714.190,55 euros dont :

Crédits d'ordonnement	32.063.794,45
Crédits non dissociés	7.231.650.396,10

(annexe tableau 2.2.3, colonne 8)

**Art. 15.** Il résulte de la comparaison des articles 13 et 14 qu'il n'y a aucune dépense à régulariser en application de l'article 79 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991 (annexe tableau 2.2.3, colonne 9).

#### § 4 Règlement des crédits

**Art. 16.** La comparaison entre les autorisations de dépenses (article 12) et les opérations imputées (article 13) fait ressortir une différence pour l'année budgétaire 2006 de 801.994.522,17 euros se répartissant comme suit :

Crédits d'ordonnement	7.688.205,55
Crédits non dissociés	794.306.316,62

**Art. 17.** Pour couvrir les dépenses de l'année budgétaire 2006 effectuées au-delà ou en l'absence de crédits, il est accordé des crédits complémentaires s'élevant à 3.647.505,55 euros dont :

Crédits d'ordonnement	0
Crédits non dissociés	3.647.505,55

Ces crédits sont répartis ainsi que mentionné à l'annexe tableau 2.2.6, colonne 2.

**Art. 18.** Par suite des dispositions contenues dans les articles 16 et 17, le montant des crédits disponibles au 31 décembre 2006 comprend :

(annexe tableau 2.2.3, colonnes 11 et 12).

(En euros)

	Crédits d'ordonnement	Crédits non dissociés	total
Crédits à annuler	7.688.205,55	522.781.569,82	530.469.775,37
Crédits à reporter à l'année budgétaire suivante		275.172.252,35	275.172.252,35

#### § 5 Résultat général des recettes et des dépenses du budget 2006

**Art. 19.** Le résultat général du budget de l'année budgétaire 2006 se présente comme suit :

Les recettes s'élèvent à 7.267.013.491,53 euros

Les dépenses s'élèvent à 7.263.714.190,55 euros

En conclusion, compte non tenu des crédits variables et de la section particulière,

Les recettes excèdent les dépenses de 3.299.300,98 euros

#### CHAPITRE III. — Recettes et dépenses relatives aux fonds budgétaires (crédits variables)

##### § 1. Fixation des recettes affectées

**Art. 20.** Les recettes imputées de cette nature s'élèvent pour l'année budgétaire 2006 à 129.942.942,70 euros (annexe tableau 2.2.2 recettes affectées colonne 4) dont

Recettes courantes	129.398.838,84
Recettes en capital	544.103,76

##### § 2. Fixation des fonds budgétaires (crédits variables) d'ordonnement

**Art. 21.** Les crédits variables d'ordonnement affectés pour les ordonnancements de l'année budgétaire 2006 s'élèvent à 129.942.942,70 euros (annexe tableau 2.2.4 ordonnancements colonne 3)

Le solde de départ au 1 janvier 2006 étant de - 44.305.448,00 euros le disponible en ordonnancement sur les crédits variables s'élève à 85.637.494,70 euros (annexe tableau 2.2.4 ordonnancement colonne 4).

Par dérogation au § 4 de l'article 45 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, les articles 5,15,18, 37,40,42 et 48 du décret du 16 décembre 2005 contenant le budget général des dépenses de la Communauté française de l'année budgétaire 2006 ont autorisé des avances de trésorerie et la situation débitrice de certains crédits variables.

##### § 3. Fixation des dépenses à charge des crédits variables

**Art. 22.** Les ordonnancements imputés à charge des crédits variables d'ordonnement de l'année budgétaire 2006 s'élèvent à 122.557.777,54 euros (annexe tableau 2.2.4 ordonnancements colonne 5).

**Art. 23.** Par suite des dispositions contenues dans les articles 21 et 22 ci-dessus, le disponible en ordonnancements – crédits variables s'élève à la fin de l'année budgétaire 2006 à - 36.920.282,84 euros (annexe tableau 2.2.4 ordonnancements colonne 6) . Ce solde sera reporté à l'année budgétaire suivante.

#### CHAPITRE IV. — Recettes et dépenses effectuées en exécution de la section particulière du budget

**Art. 24.** Les décrets budgétaires de l'année 2006 ont évalué les recettes et dépenses pour la section particulière du budget de la Communauté française ainsi qu'il suit : (en euros)

- Recettes	37.000.000
- Dépenses	37.000.000

(annexe tableau 2.2.5 colonnes 2,3).

**Art. 25.** Le solde disponible au 1<sup>er</sup> janvier 2006 s'élevait à - 35.819.821,70 euros (annexe tableau 2.2.5 colonne 8)

Aucune recette n'a été enregistrée sur les deux fonds subsistant à la section particulière.

**Art. 26.** Les dépenses imputées s'élèvent à 31.181.683,74 euros (annexe tableau 2.2.5, colonne 5).

Ce montant ne comprend aucune dépense restant à régulariser pour lesquelles il est fait application de l'article 79 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991 (annexe tableau 2.2.5, colonne 6).

**Art. 27.** La différence entre les recettes perçues et les dépenses imputées dans l'année budgétaire s'élève à - 31.181.683,74 euros (annexe tableau 2.2.5, colonne 7).

Compte tenu du total disponible pour les dépenses de l'année budgétaire 2006, tel que déterminé à l'article 25 et des dépenses reprises à l'article 26, le solde disponible au 31 décembre 2006 à la section particulière du budget de la Communauté française s'établit à - 67.001.505,44 euros (annexe tableau 2.2.5 colonne 10). Il sera reporté à l'année budgétaire suivante.

CHAPITRE V. — *Résultat global*

**Art. 28.** Tous services réunis, budget, crédits variables et section particulière, compte tenu des articles 19, 21, 22 et 27 du présent décret, le résultat global du budget 2006 se présente comme suit (en euros) :

Budget sensu stricto : +3.299.300,98  
 crédits variables : + 7.385.165,16  
 section particulière : - 31.181.683,74  
 Total : - 20.497.217,60

DEUXIEME PARTIE. — OPERATIONS EFFECTUEES EN EXECUTION  
 DES BUDGETS DES SERVICES A GESTION SEPARÉE DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE

CHAPITRE I. — *Recettes et dépenses effectuées en exécution des  
 budgets des services à gestion séparée du ministère de la Communauté française*

§ 1<sup>er</sup> fixation des recettes

**Art. 29.** Les prévisions de recettes annuelles s'élèvent à 429.733.025,48 euros (annexe tableau 2.3 colonne 2)

Les recettes pour l'année budgétaire 2006 s'élèvent à 385.958.603,08 euros.

Le solde disponible au 1<sup>er</sup> janvier de l'année s'élève à 257.585.924,73 euros.

Les recettes de l'année et le disponible au 1<sup>er</sup> janvier constituent un disponible pour les dépenses de l'année 2006 de 643.544.527,81 euros.

§ 2 .fixation des dépenses

**Art. 30.** Les prévisions de dépenses s'élèvent à 421.460.381,14 euros (annexe tableau 2.3 colonne 3).

Les dépenses sont fixées à la somme de 401.651.315,61 euros (annexe tableau 2.3 colonne 5).

§ 3. résultat budgétaire

**Art. 31.** Par suite des articles 29 et 30, le résultat budgétaire de l'année est fixé au montant de -15.692.712,53 euros.

Le disponible au 31 décembre 2006 est fixé au montant de 241.893.212,20 euros ; Il sera reporté à l'exercice budgétaire suivant.

TROISIEME PARTIE. — ORGANISMES D'INTERET PUBLIC DE LA CATEGORIE A

**Commissariat général aux Relations internationales (C.G.R.I.)**

• RECETTES

Les prévisions, à	40.745.529,00
Les recettes imputées, à	40.713.607,04
La différence entre les prévisions et les recettes imputées, à	31.921,96

• DEPENSES

Les crédits alloués par les décrets budgétaires, à	42.852.021,00
Les dépenses imputées, à	42.954.833,97

• RESULTAT

Le résultat des recettes et des dépenses du C.G.R.I., à	<b>-2.241.226,93</b>
- soit les recettes de l'année, de	40.713.607,04
- moins les dépenses, de	42.954.833,97

**Fonds d'égalisation des budgets (Fonds)**

• RECETTES

Les prévisions, à	0
Les recettes imputées, à	0
La différence entre les prévisions et les recettes imputées, à	0

Les dépenses imputées, à	0
--------------------------	---

Le montant des crédits à annuler, à	0
-------------------------------------	---

• RESULTAT

Le résultat des recettes et des dépenses du Fonds, à	<b>0</b>
- soit les recettes de l'année, de	0
- moins les dépenses, de	0

Conformément à l'article 6 § 3 de la loi du 16 mars 1954, les comptes des organismes de la catégorie A sont établis sous l'autorité du ministre dont ils relèvent et font l'objet d'un projet de règlement du budget.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 27 avril 2020.

P.-Y. JEHOLET,  
Ministre-Président

Fr. DAERDEN,  
Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances et de la tutelle sur WBE

B. LINARD,  
Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes

V. GLATIGNY,  
Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles

C. DESIR,  
Ministre de l'Éducation

—————  
Note

(1) *Session 2019-2020*

Documents du Parlement. – Projet de décret, n° 57-1. – Rapport de commission, n°57-2. – Texte adopté en séance plénière, n° 57-3.

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. - Séance du 27 avril 2020.

—————

COMPTE D'EXÉCUTION DU BUDGET DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE POUR L'ANNÉE 2006  
ET RÉSULTATS À INSÉRER DANS LES PROJETS DE DÉCRET DE RÈGLEMENT DÉFINITIF  
DU BUDGET DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE POUR L'ANNÉE 2006/17

**ANNEXE 2.2 – TABLEAUX RELATIFS AU COMPTE D'EXÉCUTION DU BUDGET DES  
SERVICES D'ADMINISTRATION GÉNÉRALE**

- 2.2.1 Engagements à la charge des crédits dissociés
- 2.2.2 Compte d'exécution du budget des recettes
- 2.2.3 Compte d'exécution du budget des dépenses
- 2.2.4 Compte d'exécution des recettes, des engagements et des ordonnancements des crédits variables
- 2.2.5 Compte d'exécution des recettes et des ordonnancements de la section particulière
- 2.2.6 Dépassements de crédits

( 19 )

94 (2014-2015) — N° 1

COMPTE D'EXECUTION DU BUDGET DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE POUR L'ANNÉE 2006  
 ET RÉSULTATS À INSÉRER DANS LES PROJETS DE DÉCRET DE RÈGLEMENT DÉFINITIF  
 DU BUDGET DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE POUR L'ANNÉE 2006/18

2.2.1 - ENGAGEMENTS À LA CHARGE DES CRÉDITS DISSOCIÉS

Budget	Crédits affectés par décrets	Crédits reportés de l'année précédente	Total des crédits	Engagements comptabilisés pendant l'année	DIFFÉRENCE ENTRE LES CRÉDITS ET LES ENGAGEMENTS COMPTABILISÉS			
					Engagements excédant les crédits	Crédits excédant les engagements		
						Crédits disponibles	Crédits reportés à l'année suivante	Crédits à annuler
Chapitre I - Services généraux	608.000	-	608.000	605.749,93	-	1.250,07	-	1.250,07
Chapitre II - Santé, Affaires sociales, Culture, Audiovisuel et Sport	24.761.000	-	24.761.000	20.949.882,22	-	3.811.117,78	-	3.811.117,78
Chapitre III - Éducation, Recherche et Formation	18.890.000	-	18.890.000	15.803.319,84	-	3.086.681,16	-	3.086.681,16
Chapitre IV - Dette	-	-	-	-	-	-	-	-
Chapitre V - Dotations	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>BUDGET GÉNÉRAL</b>	<b>44.259.000</b>	<b>-</b>	<b>44.259.000</b>	<b>37.259.950,99</b>	<b>-</b>	<b>6.899.049,01</b>	<b>-</b>	<b>6.899.049,01</b>

COMPTE D'EXÉCUTION DU BUDGET DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE POUR L'ANNÉE 2016  
 ET RÉSULTATS À INSÉRER DANS LES PROJETS DE DÉCRET DE RÉGLEMENT DÉFINITIF  
 DU BUDGET DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE POUR L'ANNÉE 2016/17

## 2.2.2 - COMPTE D'EXÉCUTION DES RECETTES

NATURE DES RECETTES	SITUATION DES RECETTES					
	Prévisions	Droits constatés	Recettes imputées	Différence entre droits constatés et recettes imputées	À annuler ou à porter en surseance indéfinie	Droits reportés
<b>Recettes courantes</b>						
Recettes fiscales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes générales	7.253.472.000,00	7.266.869.032,18	7.266.869.032,18	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	107.184.000,00	129.398.838,84	129.398.838,84	0,00	0,00	0,00
<b>Total recettes courantes</b>	<b>7.360.656.000,00</b>	<b>7.396.267.871,12</b>	<b>7.396.267.871,12</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Recettes en capital</b>						
Recettes fiscales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes générales	4.793.000,00	144.459,35	144.459,35	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	883.000,00	544.103,76	544.103,76	0,00	0,00	0,00
<b>Total recettes en capital</b>	<b>5.676.000,00</b>	<b>688.563,11</b>	<b>688.563,11</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Total recettes fiscales et générales</b>	<b>7.258.265.000,00</b>	<b>7.267.013.491,53</b>	<b>7.267.013.491,53</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Total recettes affectées</b>	<b>108.067.000,00</b>	<b>129.942.942,70</b>	<b>129.942.942,70</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>7.366.332.000,00</b>	<b>7.396.956.434,23</b>	<b>7.396.956.434,23</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>



COMPTE D'EXECUTION DU BUDGET DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE POUR L'ANNÉE 2006  
ET RÉSULTATS À INSÉRER DANS LES PROJETS DE DÉCRET DE RÉGLEMENT DÉFINITIF  
DU BUDGET DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE POUR L'ANNÉE 2006/20

2.2.3 - COMPTE D'EXECUTION DES DÉPENSES

	ALLOCATIONS DES CRÉDITS			SITUATION DES DÉPENSES					RÈGLEMENT DES CRÉDITS		
	Crédits affectés par décret	Crédits reportés	Crédits (total)	Produits des sociétés publiques	Opérations imputées Prélevés de l'année	Dépenses totales	Paiements effectués pendant l'exercice	Paiements restant à payer	Crédits complémentaires (1)	Crédits reportés à l'exercice budgétaire 2007	Crédits non utilisés à annuler
<b>Services généraux</b>											
a) crédits non dissociés	385.309,00	28.258.459,71	413.566.459,71	21.395.151,63	308.073.211,68	319.468.363,21	319.468.363,21	0,00	35.234,23	77.621.660,27	6.511.684,46
b) crédits d'ordonnement	698.000,00	0,00	698.000,00	0,00	496.751,54	496.751,54	496.751,54	0,00	0,00	0,00	201.249,46
<b>II Culture et Affaires sociales</b>											
a) crédits non dissociés	875.384.000,00	49.880.916,30	924.944.916,30	39.853.627,60	817.479.023,40	857.332.651,00	857.332.651,00	0,00	0,00	63.657.927,41	3.954.337,89
b) crédits d'ordonnement	22.944.000,00	0,00	22.944.000,00	66.545,35	19.470.851,26	19.527.396,61	19.527.396,61	0,00	0,00	0,00	3.416.603,39
<b>III Éducation et Recherche</b>											
a) crédits non dissociés	5.615.701.000,00	124.774.788,54	5.740.477.788,54	26.854.419,37	5.501.481.334,29	5.538.315.773,73	5.538.315.773,73	0,00	3.612.271,32	122.702.492,29	78.071.793,84
b) crédits d'ordonnement	16.200.000,00	0,00	16.200.000,00	187.723,51	11.941.922,74	12.129.646,30	12.129.646,30	0,00	0,00	0,00	4.070.353,70
<b>IV Dette publique</b>											
a) crédits non dissociés	138.597.000,00	435.113.855,13	574.710.855,13	197.476,50	134.080.773,50	134.278.250,00	134.278.250,00	0,00	0,00	6.189.524,54	434.743.090,59
<b>V Dotations à la RW et à la COCOF</b>											
a) crédits non dissociés	372.256.000,00	69,04	372.256.683,04	4.508.358,16	367.747.000,00	372.255.358,16	372.255.358,16	0,00	0,00	641,84	683,04
<b>Total</b>	<b>7.388.246.000,00</b>	<b>637.216.712,72</b>	<b>8.025.856.712,72</b>	<b>102.880.833,26</b>	<b>7.128.841.302,84</b>	<b>7.231.650.396,10</b>	<b>7.231.650.396,10</b>	<b>0,00</b>	<b>3.647.505,55</b>	<b>275.172.252,35</b>	<b>522.781.569,82</b>
a) crédits non dissociés	39.252.000,00	0,00	39.252.000,00	244.568,91	31.819.325,54	32.063.794,45	32.063.794,45	0,00	0,00	0,00	7.588.205,55
b) crédits d'ordonnement	7.477.999.000,00	637.216.712,72	8.065.708.712,72	103.053.302,17	7.160.899.899,38	7.263.714.590,65	7.263.714.590,65	0,00	3.647.505,55	275.172.252,35	530.489.775,37
<b>Total général</b>											

(1) À abaisser par le décret de compte pour dépenses faites au-delà des crédits

94 (2014-2015) — N° 1

( 22 )

COMPTE D'EXÉCUTION DU BUDGET DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE POUR L'ANNÉE 2006  
 ET RÉSULTATS À INSÉRER DANS LES PROJETS DE DÉCRET DE RÈGLEMENT DÉFINITIF  
 DU BUDGET DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE POUR L'ANNÉE 2006/21

2.2.4 - COMPTE D'EXÉCUTION DES RECETTES, DES ENGAGEMENTS ET DES ORDONNANCEMENTS DES CRÉDITS VARIABLES

ENGAGEMENTS	RECETTES				
	Solde reporté (et réductions de visa)	Recettes de l'année	Disponible	Engagements	Disponible en engagements au 31.12.2006
I Services généraux	8.555.648,09	30.245.654,86	38.801.302,95	20.322.658,54	18.478.644,41
II Culture et Affaires sociales	-9.829.341,89	27.977.145,03	18.154.803,14	31.876.671,79	-13.721.868,65
III Education et Recherche	-49.273.724,78	71.720.142,81	22.446.418,03	70.388.524,88	-47.942.106,85
<b>TOTAL</b>	<b>-50.540.418,58</b>	<b>129.942.942,70</b>	<b>79.402.524,12</b>	<b>122.587.855,21</b>	<b>-43.185.331,09</b>

ORDONNANCEMENTS	RECETTES				
	Solde reporté	Recettes de l'année	Disponible	Ordonnancements	Disponible en ordonnancements au 31.12.2006
I Services généraux	8.557.052,59	30.245.654,86	38.802.707,45	20.322.658,54	18.480.048,91
II Culture et Affaires sociales	-4.427.335,55	27.977.145,03	23.549.809,48	32.587.320,07	-9.037.510,59
III Education et Recherche	-48.435.165,04	71.720.142,81	23.284.977,77	69.647.798,93	-46.362.821,16
<b>TOTAL</b>	<b>-44.305.448,00</b>	<b>129.942.942,70</b>	<b>85.637.494,70</b>	<b>122.557.777,54</b>	<b>-36.920.282,84</b>

( 23 )

94 (2014-2015) — N° 1

COMPTE D'EXÉCUTION DU BUDGET DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE POUR L'ANNÉE 2006  
 ET RESULTATS À INSÉRER DANS LES PROJETS DE DÉCRET DE RÉGLEMENT DÉFINITIF  
 DU BUDGET DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE POUR L'ANNÉE 2006/22

2.2.5 - COMPTE D'EXÉCUTION DES RECETTES ET DES ORDONNANCEMENTS DE LA SECTION PARTICULIÈRE

Budgets	Prévisions		Opérations comptabilisées				Soldes cumulés		Soldes à reporter au 31.12.2006
	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Solde	Au 01.01.2006	Au 31.12.2006		
				Totales	Restant à régulariser				
Éducation, Recherche et Formation	37.000.000,00	37.000.000,00	0,00	31.181.683,74	0,00	-31.181.663,74	-35.819.821,70	-67.001.505,44	-67.001.505,44
TOTAUX	37.000.000,00	37.000.000,00	0,00	31.181.683,74	0,00	-31.181.663,74	-35.819.821,70	-67.001.505,44	-67.001.505,44

COMPTE D'EXÉCUTION DU BUDGET DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE POUR L'ANNÉE 2005  
 ET RÉSULTATS À INSÉRER DANS LES PROJETS DE DÉCRET DE RÉGLEMENT DÉFINITIF  
 DU BUDGET DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE POUR L'ANNÉE 2005/23

## 2.2.6 - DÉPASSEMENTS DE CRÉDITS

Numéros et libellés des articles	Montants des dépassements de crédits
<b>DQ 11 - Affaires générales - Secrétariat général</b>	
<i>Programme 0 - Subsistance</i>	
A.B. 11.05 - Indemnités de préavis	35.234,23
<b>DQ 48 - Centres P.M.S. - Inspection médicale scolaire</b>	
<i>Programme 4 - Dépenses de personnel des centres P.M.S.</i>	
A.B. 11.03 - Personnel statutaire	1.153.167,99
A.B. 43.01 - Subventions-traitements	73.523,13
<b>DQ 50 - Affaires pédagogiques et pilotage de l'enseignement de la Communauté</b>	
<i>Programme 4 - Centres techniques de formation des personnels de la Communauté française</i>	
A.B. 11.03 - Traitements	28.588,49
<b>DQ 51 - Enseignement préscolaire et enseignement primaire</b>	
<i>Programme 6 - Dépenses de personnel des écoles primaires</i>	
A.B. 11.03 - Personnel statutaire du primaire	36.622,37
<i>Programme 9 - Discriminations positives et promotion d'une école de la réussite</i>	
A.B. 01.03 - Dépenses en relation avec le paiement du personnel dans les classes passerelles	224.153,13
<b>DQ 52 - Enseignement secondaire</b>	
<i>Programme 9 - Discrimination positive - Divers</i>	
A.B. 01.07 - Dépenses de toute nature en relation avec le paiement du personnel et le fonctionnement du service de médiation	335.721,11
A.B. 01.09 - Dépenses en relation avec le paiement du personnel des classes passerelles	299.085,60
<b>DQ 53 - Enseignement spécial</b>	
<i>Programme 4 - Dépenses de personnel des écoles de l'enseignement spécial</i>	
A.B. 43.01 - Subventions-traitements du personnel pédagogique	206.376,11
A.B. 44.01 - Subventions-traitements du personnel pédagogique	254.668,60
<b>DQ 55 - Enseignement supérieur hors Universités et Hautes Écoles</b>	
<i>Programme 4 - Dépenses de personnel des Hautes écoles (hors dotations)</i>	
A.B. 11.03 - Personnel statutaire (cadre d'extinction)	13.139,31
A.B. 11.03 - Personnel statutaire (chargés de mission)	12.461,96
A.B. 43.15 - Subventions-traitements	37.359,58
A.B. 44.11 - Subventions-traitements	63.885,81
<i>Programme 5 - Fonctionnement des Hautes écoles</i>	
A.B. 41.23 - Intervention en vue d'assurer la gestion des 12 Internats autonomes	27.201,22
<i>Programme 6 - Fonctionnement des écoles d'architecture</i>	
A.B. 44.13 - Subvention aux Instituts Saint-Luc	36.824,49
<i>Programme 7 - Enseignement supérieur hors universités</i>	
A.B. 45.42 - Allocations familiales du personnel du libre subventionné de l'enseignement supérieur hors universités	48.777,00
<b>DQ 56 - Enseignement de promotion sociale</b>	
<i>Programme 4 - Dépenses de personnel des écoles de promotion sociale</i>	
A.B. 44.01 - Subventions-traitements	173.696,43
<b>DQ 57 - Enseignement artistique</b>	
<i>Programme 3 - Dépenses de personnel des établissements d'enseignement supérieur</i>	
A.B. 11.03 - Personnel statutaire	314.894,70
A.B. 11.03 - Personnel statutaire	153.963,95

( 25 )

94 (2014-2015) — N° 1

COMPTE D'EXÉCUTION DU BUDGET DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE POUR L'ANNÉE 2006  
 ET RÉSULTATS À INSÉRER DANS LES PROJETS DE DÉCRET DE RÈGLEMENT DÉFINITIF  
 DU BUDGET DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE POUR L'ANNÉE 2006/ 24

<i>Programme 7 - Dépenses de personnel des établissements d'enseignement à horaire réduit</i>	
A.B. 44.01 - Subventions-traitements	95.088,91
<b>DO 58 - Enseignement à distance</b>	
<i>Programme 1 - Subsistance - Inspection</i>	
A.B. 11.03 - Traitements	23.071,43
<b>TOTAL CHAPITRE III - Éducation, Recherche et Formation</b>	<b>3.647.505,55</b>
<b>TOTAL</b>	<b>3.647.505,55</b>

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2020/30907]

**27 APRIL 2020. — Decreet houdende de eindregeling van de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2006 (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:  
EERSTE DEEL. — DIENSTEN ALGEMEEN BESTUUR VAN HET MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP  
BEGROTINGSJAAR 2006

HOOFDSTUK I. — *Vastleggingen verricht ter uitvoering van de begroting*

## § 1. Vaststelling van de gesplitste vastleggingskredieten

**Artikel 1.** De vastleggingskredieten toegekend per begrotingsdecreten voor het begrotingsjaar 2006, bedragen 44.259.000 euro (bijlage tabel 2.2.1 kolom 2).

## § 2 Vaststelling van de vastleggingen ten laste van de gesplitste kredieten

**Art. 2.** De uitgavenvastleggingen aangerekend ten laste van deze kredieten bedragen 37.359.950,99 euro (bijlage tabel 2.2.1 kolom 5) .

**Art. 3.** De op het einde van het begrotingsjaar beschikbare vastleggingskredieten bedragen 6.699.049,01 euro (bijlage tabel 2.2.1, kolom 7). Overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 34 en 35 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit gecoördineerd op 17 juli 1991, wordt dit bedrag geannuleerd (bijlage tabel 2.2.1. kolom 9).

## § 3. Vaststelling van de begrotingsfondsen (variabele kredieten) voor vastlegging

**Art. 4.** De variabele vastleggingskredieten aangewend voor de vastleggingen van het begrotingsjaar 2006 bedragen 129.942.942,70 euro (bijlage tabel 2.2.4 vastleggingen kolom 3).

Daar het beginsaldo op 1 januari 2006, verhoogd met verminderings van visa op vorige jaren - 50.540.418,58 euro bedroeg (bijlage 2.2.4 vastleggingen, kolom 2), bedragen de beschikbare vastleggingen ten laste van de variabele kredieten voor het jaar 2006 79.402.524,12 euro (bijlage tabel 2.2.4 vastleggingen kolom 4).

In afwijking van § 4 van artikel 45 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit gecoördineerd op 17 juli 1991, hebben de artikelen 5, 15, 18, 37, 40, 42 en 48 van het decreet van 16 december 2005 houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2006 thesaurievoorschotten en de debettoestand van sommige variabele kredieten toegelaten.

## § 4. Vaststelling van de vastleggingen ten laste van de begrotingsfondsen (variabele kredieten)

**Art. 5.** De uitgavenvastleggingen ten laste van de variabele vastleggingskredieten van het begrotingsjaar 2006 bedragen 122.587.855,21 euro (bijlage tabel 2.2.4 vastleggingen, kolom 5).

**Art. 6.** Naar aanleiding van de bepalingen van de artikelen 4 en 5 hierboven, bedragen de beschikbare vastleggingen – variabele kredieten op het einde van het begrotingsjaar 2006 - 43.185.331,09 euro (bijlage tabel 2.2.4 vastleggingen, kolom 6) .

Dit saldo wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen.

HOOFDSTUK II. — *Ontvangsten en uitgaven verricht ter uitvoering van de begroting*

## § 1 Vaststelling van de ontvangsten

**Art. 7.** De vooruitzichten van de ontvangsten ten gunste van de Franse Gemeenschap bedragen voor het begrotingsjaar 2006 de som van 7.258.265.000 euro (bijlage tabel 2.2.2 kolom 2)

Dit bedrag bestaat uit: (in euro)

- lopende fiscale en algemene ontvangsten:	7.253.472.000
- fiscale en algemene kapitaalontvangsten:	4.793.000

**Art. 8.** De begrotingsontvangsten van het jaar 2006 bedragen 7.267.013.491,53 euro (bijlage tabel 2.2.2 kolom 4).

Dit bedrag bestaat uit: (in euro)

- lopende fiscale en algemene ontvangsten:	7.266.869.032,18
- fiscale en algemene kapitaalontvangsten:	144.459,35

**Art. 9.** De vastgestelde rechten nog te innen bij de afsluiting van het begrotingsjaar bedragen 0 euro (bijlage 2.2.2 tabel 5)

Dit bedrag bestaat uit:

a. geannuleerde of in onbepaald uitstel gebrachte rechten (bijlage tabel 2.2.2 kolom 6) (in euro)

- lopende fiscale en algemene ontvangsten:	
- fiscale en algemene kapitaalontvangsten:	

b. naar het begrotingsjaar 2007 overgedragen rechten (bijlage tabel 2.2.2 kolom 7)

- lopende fiscale en algemene ontvangsten:	
- fiscale en algemene kapitaalontvangsten:	

## § 2 Vaststelling van de uitgavenkredieten

**Art. 10.** De begrotingsdecreten betreffende het begrotingsjaar 2006 hebben 7.427.998.000 euro toegekend voor de ordonnanciering van de uitgaven en hebben ze verdeeld op de volgende wijzen:

(bijlage tabel 2.2.3 kolom 2).

(in euro)

Ordonnanceringskredieten	39.752.000
Niet-gesplitste kredieten	7.388.246.000

**Art. 11.** De uitgavenmachtigingen voortvloeiend uit artikel 10 worden verhoogd met de kredieten overgedragen van het vorige begrotingsjaar voor een bedrag van 637.710.712,72 euro krachtens de artikelen 34 en 35 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, onderverdeeld als volgt (bijlage tabel 2.2.4 kolom 3):

Ordonnanceringskredieten	
Niet-gesplitste kredieten	637.710.712,72

**Art. 12.** - Krachtens de artikelen 10 en 11 hierboven, bedraagt het totaal van de toegekende uitgavenmachtigingen beschikbaar voor het begrotingsjaar 2006 8.065.708.712,72 euro (bijlage tabel 2.2.3, kolom 4). Die uitgavenmachtigingen worden verdeeld als volgt:

(in euro)

Ordonnanceringskredieten	39.752.000
Niet-gesplitste kredieten	8.025.956.712,72

## § 3 Vaststelling van de uitgaventoestand

**Art. 13.** De uitgaven aangerekend ten laste van het begrotingsjaar 2006 bedragen 7.263.714.190,55 euro (bijlage tabel 2.2.3, kolommen 5,6 en 7), onderverdeeld in

	Prestaties van vroegere jaren	Prestaties van lopende jaren	Totale uitgaven
Ordonnanceringskredieten	244.268,91	31.819.525,54	32.063.794,45
Niet-gesplitste kredieten	102.809.033,26	7.128.841.362,14	7.231.650.396,10
totaal	103.053.302,17	7.160.660.888,38	7.263.714.190,55

**Art. 14.** Van dit bedrag werd aan het Rekenhof verantwoording afgelegd voor een bedrag van 7.263.714.190,55 euro waarvan:

Ordonnanceringskredieten	32.063.794,45
Niet-gesplitste kredieten	7.231.650.396,10

(bijlage tabel 2.2.3, kolom 8)

**Art. 15.** Uit de vergelijking van de artikelen 13 en 14 blijkt dat er geen uitgave is die geregulariseerd moet worden met toepassing van artikel 79 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991 (bijlage tabel 2.2.3, kolom 9).

## § 4 Regeling van de kredieten

**Art. 16.** De vergelijking tussen de uitgavenmachtigingen (artikel 12) en de aangerekende verrichtingen (artikel 13) doet een verschil uitkomen voor het begrotingsjaar 2006 van 801.994.522,17 euro onderverdeeld als volgt:

Ordonnanceringskredieten	7.688.205,55
Niet-gesplitste kredieten	794.306.316,62

**Art. 17.** Om te uitgaven van het begrotingsjaar 2006 verricht boven de kredieten of in afwezigheid ervan te dekken, worden aanvullende kredieten toegekend voor een bedrag van 3.647.505,55 euro waarvan:

Ordonnanceringskredieten	0
Niet-gesplitste kredieten	3.647.505,55

Deze kredieten worden verdeeld zoals vermeld in de kolom 2 van de bijlage tabel 2.2.6.

**Art. 18.** Overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 16 en 17, bestaat het bedrag van de op 31 december 2006 beschikbare kredieten uit:

(bijlage tabel 2.2.3, kolommen 11 en 12).

(in euro)

	Ordonnanceringskredieten	Niet-gesplitste kredieten	totaal
Te annuleren kredieten	7.688.205,55	522.781.569,82	530.469.775,37
Naar het volgende begrotingsjaar over te dragen kredieten		275.172.252,35	275.172.252,35

## § 5 Algemeen ontvangsten- en uitgavenresultaat van de begroting 2006

**Art. 19.** Het algemeen resultaat van de begroting voor het begrotingsjaar 2006 wordt als volgt opgesteld:

De ontvangsten bedragen 7.267.013.491,53 euro

De uitgaven bedragen 7.263.714.190,55 euro

Als conclusie, indien geen rekening wordt gehouden met de variabele kredieten en de afzonderlijke sectie, overtreffen de ontvangsten de uitgaven met 3.299.300,98 euro

HOOFDSTUK III. — *Ontvangsten en uitgaven betreffende de begrotingsfondsen (variabele kredieten)*

## § 1. Vaststelling van de aangewende ontvangsten

**Art. 20.** De aangewende ontvangsten van deze aard bedragen voor het begrotingsjaar 2006 129.942.942,70 euro (bijlage tabel 2.2.2 aangewende ontvangsten kolom 4) waarvan

Lopende ontvangsten	129.398.838,84
Kapitaalontvangsten	544.103,76

## § 2. Vaststelling van de begrotingsfondsen (variabele kredieten) voor de ordonnanciering

**Art. 21.** De aangewende variabele ordonnancieringskredieten voor de ordonnancieringen van het begrotingsjaar 2006 bedragen 129.942.942,70 euro (bijlage tabel 2.2.4 ordonnancieringen, kolom 3)

Daar het beginsaldo op 1 januari 2006 - 44.305.448,00 euro bedroeg, bedragen de beschikbare ordonnancieringen op de variabele kredieten 85.637.494,70 euro (bijlage tabel 2.2.4 ordonnanciering, kolom 4).

In afwijking van § 4 van artikel 45 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit gecoördineerd op 17 juli 1991, hebben de artikelen 5, 15, 18, 37, 40, 42 en 48 van het decreet van 16 december 2005 houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2006 de thesaurievoorschotten en de debettoestand van sommige variabele kredieten toegelaten.

## § 3. Vaststelling van de uitgaven ten laste van de variabele kredieten

**Art. 22.** De ordonnancieringen aangerekend ten laste van de variabele ordonnancieringskredieten van het begrotingsjaar 2006 bedragen 122.557.777,54 euro (bijlage tabel 2.2.4 ordonnancieringen, kolom 5).

**Art. 23.** Overeenkomstig de bepalingen van de bovenvermelde artikelen 21 en 22, bedragen de beschikbare ordonnancieringen- variabele kredieten op het einde van het begrotingsjaar 2006 - 36.920.282,84 euro (bijlage tabel 2.2.4 ordonnancieringen kolom 6) . Dit saldo wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen.

HOOFDSTUK IV. — *Ontvangsten en uitgaven verricht ter uitvoering van de afzonderlijke sectie van de begroting*

**Art. 24.** De begrotingsdecreten van het jaar 2006 hebben de ontvangsten en uitgaven voor de afzonderlijke sectie van de begroting van de Franse Gemeenschap geraamd als volgt:

	(in euro)
- Ontvangsten	37.000.000
- Uitgaven	37.000.000

(bijlage tabel 2.2.5 kolommen 2,3).

**Art. 25.** Het saldo dat beschikbaar is op 1 januari 2006 bedroeg - 35.819.821,70 euro (bijlage tabel 2.2.5 kolom 8).

Er werd geen ontvangst geboekt op de twee fondsen die verder in de afzonderlijke sectie bestaan

**Art. 26.** De aangerekende uitgaven bedragen 31.181.683,74 euro (bijlage 2.2.5, kolom 5).

Dit bedrag omvat geen enkele uitgave die nog geregulariseerd moet worden waarvoor artikel 79 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit gecoördineerd op 17 juli 1991 (bijlage 2.2.5, kolom 6) wordt toegepast.

(annexe 2.2.5, colonne 6).

**Art. 27.** Het verschil tussen de geïnde ontvangsten en de in het begrotingsjaar aangerekende uitgaven bedraagt- 31.181.683,74 euro (bijlage tabel 2.2.5, kolom 7).

Rekening houdend met het totaal bedrag dat beschikbaar is voor de uitgaven van het begrotingsjaar 2006, zoals bepaald in artikel 25, en met de uitgaven vermeld in artikel 26 bedraagt het saldo dat beschikbaar is op 31 december 2006 in de afzonderlijke sectie van de begroting van de Franse Gemeenschap - 67.001.505,44 euro (bijlage tabel 2.2.5 kolom 10). Het wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen.

HOOFDSTUK V. — *Globaal resultaat*

**Art. 28.** Alle diensten samen, begroting, variabele kredieten en afzonderlijke sectie, rekening houdend met de artikelen 19, 21, 22 en 27 van dit decreet, geeft het globaal resultaat van de begroting 2006 (in euro):

Begroting sensu stricto: +3.299.300,98

Variabele kredieten: + 7.385.165,16

Afzonderlijke sectie: - 31.181.683,74

Totaal: - 20.497.217,60



TWEEDE DEEL. — VERRICHTINGEN TER UITVOERING VAN DE BEGROTINGEN  
VAN DE DIENSTEN MET AFZONDERLIJK BEHEER VAN DE FRANSE GEMEENSCHAPHOOFDSTUK I. — *Ontvangsten en uitgaven verricht ter uitvoering van de  
begrotingen van de diensten met afzonderlijk beheer van het ministerie van de Franse Gemeenschap*

## § 1 Vaststelling van de ontvangsten

**Art. 29.** De vooruitzichten voor de jaarlijkse ontvangsten bedragen 429.733.025,48 euro (bijlage tabel 2.3 kolom 2)

De ontvangsten voor het begrotingsjaar 2006 bedragen 385.958.603,08 euro.

Het saldo dat beschikbaar is op 1 januari van het jaar bedraagt 257.585.924,73 euro.

De ontvangsten van het jaar en het bedrag dat beschikbaar is op 1 januari zijn het beschikbare saldo voor de uitgaven van het jaar 2006 ten bedrage van 643.544.527,81 euro.

## § 2 Vaststelling van de uitgaven

**Art. 30.** De vooruitzichten voor de uitgaven bedragen 421.460.381,14 (bijlage tabel 2.3 kolom 3).

De uitgaven worden vastgesteld op 401.651.315,61 euro (bijlage tabel 2.3 kolom 5).

## § 3. Begrotingsresultaat

**Art. 31.** Overeenkomstig de artikelen 29 en 30, wordt het begrotingsresultaat van het jaar vastgelegd op het bedrag van -15.692.712,53 euro.

Het beschikbare saldo op 31 december 2006 bedraagt 241.893.212,20 euro ; het wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen

## DERDE DEEL. — INSTELLINGEN VAN OPENBAAR NUT VAN CATEGORIE A

**Commissariat général aux Relations internationales (C.G.R.I.)**

## • ONTVANGSTEN

De vooruitzichten	40.745.529,00
-------------------	---------------

De aangerekende ontvangsten	40.713.607,04
-----------------------------	---------------

Het verschil tussen de vooruitzichten en de aangerekende ontvangsten	31.921,96
--	-----------

## • UITGAVEN

De kredieten toegekend door de begrotingsdecreten	42.852.021,00
---	---------------

De aangerekende uitgaven	42.954.833,97
--------------------------	---------------

## • RESULTAAT

Het resultaat van de ontvangsten en de uitgaven van het C.G.R.I.,	<b>-2.241.226,93</b>
---	----------------------

- ofwel de ontvangsten van het jaar	40.713.607,04
-------------------------------------	---------------

- min de uitgaven	42.954.833,97
-------------------	---------------

**Fonds d'égalisation des budgets (Fonds)**

## • ONTVANGSTEN

De vooruitzichten, à	0
----------------------	---

De aangerekende ontvangsten	0
-----------------------------	---

Het verschil tussen de vooruitzichten en de aangerekende ontvangsten	0
--	---

De aangerekende uitgaven	0
--------------------------	---

Het bedrag van de te annuleren kredieten	0
--	---

## • RESULTAAT

Het resultaat van de ontvangsten en de uitgaven van het Fonds	<b>0</b>
---	----------

- ofwel de ontvangsten van het jaar	0
-------------------------------------	---

- min de uitgaven	0
-------------------	---

Overeenkomstig artikel 6 § 3 van de wet van 16 maart 1954 worden de rekeningen van de instellingen van categorie A vastgesteld onder het gezag van de minister waaronder ze ressorteren en maken het voorwerp uit van een ontwerp van regeling van begroting.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 27 april 2020.

P.-Y. JEHOLET,  
Minister-President

Fr. DAERDEN,

Vice-President en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke Kansen en het toezicht op WBE

B. LINARD,  
 Vice-President en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten  
 V. GLATIGNY,  
 Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Universitaire Ziekenhuizen, Hulpverlening aan de  
 Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel  
 C. DESIR,  
 Minister van Onderwijs

Nota

(1) *Zitting 2019-2020*  
 Stukken van het Parlement. – Ontwerp van decreet, nr. 57-1. – Commissieverslag, nr. 57-2. – Tekst aangenomen tijdens de plenaire zitting, nr. 57-3.  
 Integraal verslag. – Bespreking en aanneming. – Vergadering van 27 april 2020.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2020/30908]

27 AVRIL 2020. — Décret contenant le règlement définitif  
 du budget de la Communauté française pour l'année budgétaire 2007 (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

PREMIERE PARTIE. SERVICES D'ADMINISTRATION  
 GENERALE DU MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE  
 ANNEE BUDGETAIRE 2007

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Engagements effectués en exécution du budget

§ 1<sup>er</sup>. Fixation des crédits dissociés d'engagement

**Article 1<sup>er</sup>.** Les crédits d'engagement alloués par décrets budgétaires pour l'année budgétaire 2007, s'élèvent à 54.556.000 euros (annexe tableau 2.2.1 colonne 2)

§ 2 Fixation des engagements à charge des crédits dissociés

**Art. 2.** Les engagements de dépenses imputés à charge de ces crédits s'élèvent à 46.652.308,17 euros (annexe tableau 2.2.1 colonne 5).

**Art. 3.** Les crédits d'engagement disponibles à la fin de l'année budgétaire s'élèvent à 7.903.691,83 euros (annexe tableau 2.2.1 colonne 7). Conformément aux dispositions des articles 34 et 35 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, ce montant est annulé. (annexe tableau 2.2.1 colonne 9).

§ 3. Fixation des fonds budgétaires (crédits variables) d'engagement

**Art. 4.** Les crédits variables d'engagement affectés pour les engagements de l'année budgétaire 2007 s'élèvent à 127.568.599,57 euros (annexe tableau 2.2.4 engagements colonne 3).

Le solde de départ au 1<sup>er</sup> janvier 2007, augmenté des réductions de visas sur années antérieures étant de - 43.054.820,00 euros (annexe tableau 2.2.4 engagements colonne 2), le disponible en engagements à charge des crédits variables s'élève pour l'année 2007 à 84.513.779,57 euros (annexe tableau 2.2.4 engagements colonne 4).

Par dérogation au § 4 de l'article 45 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, les articles 5,15,18, 37,40,42 et 48 du décret du 15 décembre 2006 contenant le budget général des dépenses de la Communauté française de l'année budgétaire 2007 ont autorisé des avances de trésorerie et la situation débitrice de certains crédits variables.

§ 4. Fixation des engagements à charge des fonds budgétaires (crédits variables)

**Art. 5.** Les engagements de dépenses à charge des crédits variables d'engagement de l'année budgétaire 2007 s'élèvent à 132.358.401,66 euros (annexe tableau 2.2.4 engagements colonne 5)

**Art. 6.** Par suite des dispositions contenues dans les articles 4 et 5 ci-dessus, le disponible en engagement – crédits variables s'élève à la fin de l'année budgétaire 2007 à - 47.844.622,09 euros (annexe tableau 2.2.4 engagements colonne 6).

Ce solde sera reporté à l'année budgétaire suivante.

CHAPITRE II. — Recettes et dépenses effectuées en exécution du budget

§ 1<sup>er</sup> Fixation des recettes

**Art. 7.** Les prévisions de recettes en faveur de la Communauté française s'élèvent pour l'année budgétaire 2007 à la somme de 7.464.860.000 euros (annexe tableau 2.2.2 colonne 2)

Ce montant se décompose de la manière suivante :

(en euros)

- recettes fiscales et générales courantes :	7.464.785.000
- recettes fiscales et générales en capital :	75.000